

Climat, migrations, inégalités : écoutons les voix des mineur·e·s !

8 novembre 2019



A l'occasion des 30 ans de la convention des droits de l'Enfant et dans le cadre du Festival des Solidarités, la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine signe une tribune publiée dans Libération pour que les voix des mineur·e·s soient mieux reconnues et écoutées dans le monde, y compris celles des mineurs palestiniens.

Nous célébrons cette année le 30^e anniversaire de la Convention internationale des droits des enfants (1). Pourtant les États signataires de cette convention continuent d'empêcher son application, en perpétuant les atteintes à l'environnement et aux droits sociaux au profit des plus favorisé·e·s. En novembre, dans le

cadre du Festival des Solidarités, nous défendrons un autre monde possible, qui respecte la dignité et les droits de chaque être humain quel que soit son âge.

Un·e enfant sur quatre dans le monde vit sous le seuil de pauvreté. Les inégalités entre riches et pauvres n'ont jamais été aussi fortes et continuent de s'accroître, y compris en France. De fait, le respect des droits des personnes, à commencer par le droit des enfants à des conditions de vie dignes, passe trop souvent après les intérêts des grandes entreprises aux yeux de nos gouvernant·e·s. En France comme ailleurs, les personnes exclues de leurs droits élémentaires (logement, alimentation saine, éducation, protection...) appartiennent principalement à des groupes minorés discriminés pour leur couleur de peau, leur origine ethnique, leur religion, leur genre, leur orientation sexuelle, etc. Des élèves de première du lycée Feyder à Epinay sur Seine en témoignent : « L'école de la République ne réserve pas les mêmes conditions à la jeunesse de Seine-Saint-Denis, aux fils et filles d'immigrés, aux pauvres qu'aux élèves des centres-villes », ont-ils dénoncé dans une tribune publiée en juin dernier (2).

Les attaques du capitalisme mondialisé sur les politiques sociales et sur l'environnement pèsent en premier lieu sur les plus précaires. Ces effets dévastateurs, auxquels s'ajoutent les guerres, la corruption et l'intolérance, ont jeté sur les routes des millions de femmes, d'hommes et d'enfants, qui viennent se heurter aux murs de nos pays forteresses. Si la protection des mineur·e·s face aux violations de leurs droits est profondément défailante, ils et elles font de plus en plus entendre leurs voix pour exiger des changements. La forte médiatisation de Greta Thunberg et des jeunes en grève pour le climat ne doit pas occulter les milliers de jeunes en lutte, parfois depuis des années, partout sur la planète.

Comble de l'hypocrisie, les gouvernements qui prétendent défendre les droits des enfants leur réservent souvent la même répression qu'aux adultes. [La privation de liberté de mineur·e·s](#) en lutte pour leurs droits est hélas monnaie courante, comme on peut le voir notamment en [Israël](#), en [Russie](#) ou en [France](#). La Convention internationale des droits des enfants reconnaît pourtant le droit des enfants à « exprimer librement leur opinion », à voir ces opinions « dûment prises en considération », et interdit toute privation de liberté arbitraire.

À l'heure de son 30^e anniversaire, nous demandons que soit enfin appliquée la Convention internationale des droits des enfants, ainsi que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme – notamment la garantie de la liberté d'expression et de contestation partout et pour toutes et tous. Nous demandons également la signature du traité international contraignant les multinationales à respecter les [droits humains et l'environnement](#), le respect des engagements de l'accord de Paris et le renforcement des contributions financières des pays riches pour la transition écologique.

Nous appelons enfin toutes celles et ceux qui le peuvent à soutenir les alternatives citoyennes contribuant à construire un monde solidaire et durable. Partout en France comme dans d'autres pays, nous organiserons en novembre des milliers de temps de débat et de partage dans le cadre du Festival des Solidarités. L'occasion pour chacune et chacun, quel que soit son âge, de découvrir les innombrables initiatives citoyennes près de chez soi, et de choisir ses espaces d'engagement.

Ce samedi 9 novembre, nous organisons à Paris une rencontre-débat où de nombreux jeunes engagé·e·s échangeront avec des organisations et des personnalités du monde militant, pour faire entendre largement leurs voix et leurs exigences.

En France comme partout dans le monde, mobilisons-nous pour que les droits de toutes et tous soient enfin respectés !

(1) La Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE), adoptée le 20 novembre 1989, a été ratifiée par l'ensemble des états membres de l'ONU, sauf les Etats-Unis.

(2) Cette tribune rédigée par des élèves de première du lycée Jacques-Feyder à Epinay-sur-Seine a été

publiée le 21 juin 2019 dans le quotidien.

Premier·e·s signataires : Amandine Albizzati, PDG d'Enercoop ; Arié Alimi, membre du bureau de la Ligue des droits de l'Homme ; Gwenaëlle Bouillé, présidente d'Aide et action ; Nadège Beausson-Diagne, collectif #MêmePasPeur ; Fatima Benomar, membre de #NousToutes ; Adélaïde Bon, autrice de la Petite Fille sur la banquise ; Mattéo Comar, du Mouvement national lycéen ; Maxime Combes, porte-parole national d'Attac ; Carole Coupez, présidente d'Educasol et déléguée générale adjointe de Solidarité Laïque ; Anina Ciuciu, porte-parole du Collectif Ecole pour tous ; Laurence De Cock, historienne ; Luc DeRonne, président d'ActionAid France-Peuples solidaires ; François Deroo, directeur des Petits Débrouillards ; Françoise Dumont, présidente d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme ; Simon Duteil, Secrétaire national Union syndicale Solidaires ; Margot Duvivier, présidente du REFEDD ; Bernadette Forhan, présidente de l'ACAT ; Ruvie Gambia, président d'Etudiants et Développement ; Anne-Marie Harster, présidente de Solidarité Laïque ; Yves Le Bars, président du CFSI ; François Leclercq, président de LVN Personnalistes et Citoyens ; François Leroux, président de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine ; Judith Lescure, Youth for Climate Paris ; Lyes Louffok, ancien enfant placé, auteur de Dans l'enfer des foyers, membre du Conseil national de la protection de l'enfance ; Julien Mast, délégué national du mouvement E-graine ; Marc Mercier, président du Réseau Euromed France ; Danielle Moreau, co-présidente du réseau Ritimo ; Elodie Nace, porte-parole d'Alternatiba et Action Non-Violente COP21 ; Marie Pochon, secrétaire générale de Notre affaire à Tous ; Emmanuel Poilâne, président du CRID ; Tancrède Ramonet, réalisateur de documentaires et chanteur d'ACHAB ; Christophe Roturier, président de Max Havelaar France ; Malik Salemkour, président de la Ligue des droits de l'Homme ; Muriel Salmona, présidente de l'association Mémoire traumatique et victimologie ; Élise Thiébaud, écrivaine ; Hubert Trapet, Président d'Emmaüs France ; Aurélie Trouvé, porte-parole national d'Attac ; Anne-Marie Vauttier, administratrice de la Fédération Artisans du Monde.

[Voir la liste complète des signataires](#)

Lire aussi : [Lire la tribune sur Libération](#)

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [Espace presse](#) > [Communiqués](#) >
- Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/Climat-migrations-inegalites-ecoutons-les-voix-des-mineur-e-s>